

La quête de stabilité



Les dernières institutions nationales du pays se sont effondrées en janvier 1991, lorsque le défunt président Siad Barre a fui la capitale. Depuis lors, la lutte entre les factions et la formation de fiefs et de mini-États ont remplacé le gouvernement unifié. A l'heure actuelle, coexistent au moins cinq autorités et divers groupes qui luttent pour une raison ou une autre. L'instabilité et l'insécurité ont conduit le pays dans la pauvreté malgré sa faible densité de population et ses importantes ressources naturelles. Il y a beaucoup à faire pour rétablir la stabilité et l'État et pour rendre possible un développement efficace.

SOCDA

Hussein Hassan Mohamoud
Ilyas Ibrahim Mohamed
Khadija Abukar Ahmed
Abdirashiid Saleiman Yusuf
Abdullahi Ahmed Mohamed

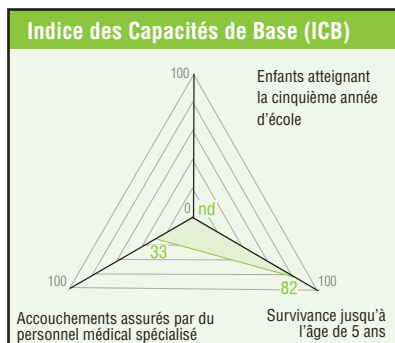
Depuis l'indépendance en 1960 et malgré l'abondance de ressources sur le territoire, le manque de politiques de développement efficaces de la part des gouvernements successifs, a contribué à un cycle de pauvreté continu qui a souvent conduit à l'insubordination. En 1969, par exemple, un coup d'état a installé des officiers militaires au pouvoir et a conduit à un régime pro-socialiste qui a érodé les droits humains. Le malaise social a permis qu'un groupe rebelle défie en 1980 le régime militaire de feu le général Mohamed Siyad Barre, situation qui s'est aggravée en janvier 1991 lorsque les milices rebelles ont renversé le régime mais sans jamais réussir à colmater le vide du pouvoir. Lorsque les factions rebelles ont retourné leurs armes les unes contre les autres, il s'en est ensuivi une longue lutte pour le pouvoir qui dure depuis déjà deux décennies.

Des structures de gouvernement sont apparues par la suite dans le Somaliland et le Puntland dans le nord, offrant ainsi un certain niveau de stabilité et de reprise économique. Toutefois, ces structures de gouvernement n'ont démontré aucune inquiétude au sujet des questions environnementales et le territoire potentiellement riche de la Somalie est marqué par la dégradation.

Cependant, malgré l'instabilité, la Somalie a maintenu une économie informelle saine qui repose principalement sur l'élevage du bétail, les envois de fonds de l'étranger et les télécommunications. Le niveau de vie, en fait, s'est amélioré depuis le début de 1990, plus rapidement en Somalie que dans la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne¹. Le plus intéressant de ce succès relatif, c'est qu'il a été atteint en l'absence de tout gouvernement central effectif. Néanmoins, environ 43 % de la population vit encore avec moins d'1 dollar par jour, un chiffre qui s'élève à 53 % dans les zones rurales où l'extrême pauvreté est plus répandue². Le pays reste de toute façon fortement dépendant de l'aide internationale.

1 B. Powell, "Somalia: failed state, economic success?" Freeman 59(3), (Avril 2009).

2 Rural Poverty Portal, "Poverty in Somalia", <www.ruralpovertyportal.org/web/guest/country/home/tags/somalia>.



L'économie

En raison de l'absence de statistiques officielles et de la récente guerre civile, il est difficile d'estimer la taille ou la croissance de l'économie. Le CIA World Factbook a évalué le PIB à 5,61 milliards d'USD en 2008, 5,75 milliards d'USD en 2009 et 5,89 milliards d'USD en 2010, avec un taux de croissance réel de 2,6%³.

L'agriculture constitue le secteur économique le plus important : il représente environ 65 % du PIB et emploie 71 % de la main d'œuvre disponible. L'élevage représente environ 40 % du PIB et plus de 50 % des recettes des exportations⁴. Les autres exportations principales sont le poisson, le charbon, les bananes et le pays est également un important fournisseur d'encens et de myrrhe au niveau mondial. Les principaux produits importés sont le sucre, le sorgho, le maïs, le qat (*Catha edulis*, un stimulant naturel) et des biens industriels. Les importations totales représentent environ 798 millions d'USD par an, tandis que les exportations totalisent environ 270 millions d'USD, laissant apparaître un énorme déficit commercial.

Ce déficit, cependant, est largement compensé par les envois de fonds de la diaspora somalienne. Les sociétés d'envois de fonds (les hawalas) se sont converties en une industrie majeure dans le pays avec une estimation d'envois annuels de 1.600 millions d'USD, soit 71,4 % du PIB, transférés vers la région par le biais des sociétés de transfert d'argent⁵.

3 CIA World Factbook, *Somalia*, (2011), <www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html>.

4 Ibid.

5 PNUD Somalia, "Sustainable partnerships with the Somali Diaspora forged", <www.so.undp.org/index.php/View-document-details/313-Sustainable-Partnerships-with-the-Somali-Diaspora-forged.html>.

Profitant de la situation du pays, proche de la péninsule arabique, les commerçants somaliens ont commencé à contester de plus en plus la domination traditionnelle de l'Australie sur les marchés du bétail et de la viande dans le golfe Persique. En réponse à cela, les États arabes ont réalisé des investissements stratégiques dans le pays, en construisant des infrastructures pour l'exportation de bétail par l'Arabie saoudite et l'acquisition de vastes étendues de terres agricoles par les Émirats arabes unis⁶. En outre, des flottes de pêche d'Europe et d'Asie ont réalisé des accords commerciaux relatifs à la pêche dans la région du nord du Puntland. Cette région est considérée comme l'une des régions en matière de pêche les plus riches au monde, ce qui a conduit à un grand nombre de navires étrangers à pêcher illégalement dans les eaux somaliennes⁷.

D'autre part, le secteur industriel basé sur les produits agricoles ne représente que 10 % du PIB de la Somalie⁸. Les entreprises manufacturières moyennes et grandes se sont effondrées en raison du conflit. Toutefois, grâce aux importants investissements locaux issus de la diaspora somalienne, de nombreuses petites usines ont rouvert et de nouvelles ont été créées. Il s'agit de conserveries de poisson et de transformation de la viande dans le nord, ainsi que près de 25 usines dans la région de Mogadiscio qui fabriquent des produits tels que l'eau minérale, les pâtes, les bonbons, les sachets en plastique, les lames, le cuir et les fourrures, le détergent et le savon, l'aluminium et les matelas en mousse⁹.

Selon le PNUD, l'investissement dans l'industrie légère s'est également développé à Bossasse et Hargeisa, démontrant la confiance des entreprises en la croissance de l'économie¹⁰. En 2004, une usine d'emouteillage de Coca-Cola de 8,3 millions d'USD a ouvert ses portes à Mogadiscio grâce à des investisseurs de différents groupes en Somalie. Le

6 C. West, "Africa a poor alternative to Aussie exports", *Farm Weekly*, (12 août 2010), <www.gtp.com.au/lambex/inewfiles/EGN4.pdf>.

7 Partnership Africa Canada (PAC), "Peace and development in northern Somalia: opportunities and challenges", (2009), <www.mballi.info/doc200.htm>.

8 CIA, op. cit.

9 M. Yuusuf, "Somalia: The resilience of a people", *The African Executive*, (2011),

10 AfricanSeer, *Economy in Somalia*, <www.africanseer.com/countries-in-africa/somalia/economy.asp>.

dynamisme du secteur privé a également attiré les investissements étrangers de sociétés comme General Motors et Dole fruits¹¹.

Les télécommunications

Le secteur des télécommunications reçoit un grand succès en Somalie. Le nombre de téléphones en lignes fixes a montré une amélioration spectaculaire en passant d'environ 2 pour 1 000 habitants en 1990 à 25 pour 1000 en 2011. Environ neuf opérateurs privés offrent des services de télécommunications concurrentiels dans presque tous les recoins du pays. Une recherche a indiqué que la Somalie est passée du 29^{ème} poste au 8^{ème} parmi les pays africains étudiés¹².

Financées par des hommes d'affaires somaliens et soutenues par l'expertise de la Chine, la Corée et l'Europe, les entreprises de télécommunications émergentes offrent également, à un prix abordable, des services de téléphonie mobile et d'Internet¹³. La Somalie occupe une position de premier plan en matière de téléphonie mobile (n° 16 en Afrique) et en utilisateurs d'Internet (n° 11), tandis qu'elle est classée à la 27^{ème} position pour le nombre de ménages ayant un téléviseur¹⁴.

La déforestation et l'érosion des sols

Selon le Réseau pour la gestion des ressources de la Somalie (RMSN, selon son sigle anglais pour Resource Management Somali Network) et d'autres agences locales de l'environnement, l'environnement est l'un des secteurs du pays qui a souffert en raison de l'anarchie et en particulier à cause de l'absence d'un gouvernement fonctionnel.

Les peuples côtiers, par exemple, se sont plaints du déversement de déchets dangereux et les bergers ont dénoncé l'augmentation du recul des forêts. Le pays est marqué par une pénurie d'eau due à de très faibles précipitations (250 mm par an), tandis que l'évaporation est généralement très élevée (plus de 2000 mm par an)¹⁵. Les fréquentes sécheresses, surtout dans le sud, ont de graves répercussions sur les communautés rurales dont la subsistance dépend fortement de la disponibilité des eaux de pluie. Ces sécheresses sont souvent suivies d'inondations dévastatrices¹⁶. L'élagage des arbres, le surpâturage et la déforestation contribuent à l'érosion des sols et à d'autres problèmes environnementaux.

La déforestation en Somalie est étroitement liée à la production de charbon à usage local et pour l'exportation. Elle exerce une sévère pression sur les ressources en bois, surtout dans un pays dont seulement 9% du territoire est couvert par des forêts de basse densité. Selon la Banque mondiale, 55% de la surface de la Somalie est appropriée pour le pâturage, tandis que l'Organisation des Nations Unies

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que seulement 29% montre un certain degré d'aptitude à la production de bétail¹⁷.

La terre est également affectée par des méthodes d'irrigation inefficaces qui conduisent à des concentrations accrues de sel, ayant ainsi un effet négatif sur les terres agricoles.

Le déversement de déchets

Les personnes vivant sur la côte se plaignent souvent des déchets rejetés en mer. Au début du mois d'avril 2011, par exemple, les résidents du quartier de Hobyo, situé à 660 km au Nord-est de Mogadiscio, ont pu voir trois grands containers en forme de tambour qui étaient balayés sur la plage par la marée haute. Les résidents avaient peur que ces containers puissent contenir des déchets dangereux ou des produits chimiques industriels auxquels ils reprochent une série de problèmes de santé survenus dans la région. Ce cas a relancé d'anciens soupçons selon lesquels le milieu marin serait en train d'être détruit par des navires étrangers, lesquels, profitant de la confusion politique du pays et de l'absence d'un gouvernement central, déverseraient des déchets dangereux dans les eaux somaliennes¹⁸.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) et d'autres organismes s'étaient engagés dans le passé à évaluer le problème du déversement illégal de déchets, cependant, le manque de sécurité provoqué par la guerre dévastatrice de la Corne de l'Afrique a entravé les efforts locaux et internationaux¹⁹.

Les services sociaux

Outre les défis environnementaux et économiques, toutes les régions somaliennes doivent faire face à de réels défis en termes d'accès, de disponibilité et de qualité des services sociaux essentiels.

Le taux de scolarisation, par exemple, est l'un des plus mal notés en Afrique. seulement un peu plus de 20% des enfants d'âge scolaire fréquentent une école et les filles ne représentent qu'un tiers de ce pourcentage. Ceci s'accompagne d'un taux élevé d'abandon des femmes. Tant la qualité que la quantité des ressources vitales et des matériaux d'enseignement sont insuffisantes, même dans les régions relativement plus stables telles que le Somaliland et le Puntland.

En l'absence d'un gouvernement pleinement fonctionnel et suite à l'évaluation générale des besoins réalisée durant la période 2005-2006²⁰, de nombreux groupes ont soutenu le système d'éducation publique, y compris les organismes des Nations Unies (dans le cadre de la Stratégie d'assistance en Somalie de

l'ONU), des fondations, des banques internationales et régionales, des ONG et autres associations. Ces groupes ont également contribué à l'amélioration de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Ces services se trouvent clairement entre des mains privées non réglementées ou dépendent de ressources traditionnelles et, dans la plupart des cas, les familles pauvres n'ont pas la possibilité d'y accéder²¹. Outre les guerres interminables et une culture de l'impunité qui augmente et qui a érodé la capacité des gens à jouir de leurs droits civils et politiques, l'absence d'un gouvernement central effectif a également sapé les droits économiques, sociaux et culturels.

L'inéquité de genre

Les femmes représentent 50% de la population mais se trouvent reléguées en ce qui concerne l'accès aux ressources et services. Des politiques sont nécessaires pour assurer l'accès à l'éducation et à la santé des femmes et d'autres groupes défavorisés, notamment en matière de santé maternelle et de planification familiale. Davantage de recherches et d'améliorations sont nécessaires dans les domaines de VIH/sida et à l'égard de la mutilation génitale féminine (MGF). Celle-ci est profondément enracinée dans la culture somalienne, ce qui nécessite des mesures fortes afin d'éliminer ou du moins minimiser son impact sur la société dans son ensemble et sur les femmes en particulier.

La prestation équitable de services sociaux exige des politiques et des ressources adéquates, ainsi qu'une législation. L'instabilité en Somalie, causée par deux décennies de luttes pour le pouvoir, a entravé la capacité du pays à autonomiser les femmes à travers la formation et les incitations et à apporter des améliorations significatives en matière d'égalité des genres.

Conclusion

Les événements survenus en Somalie sont la preuve que le développement est lié à la paix et la stabilité. Mis à part les factions claniques, les autorités autoproclamées et les miliciens en guenilles, de nombreux opportunistes sont présents pour piller la propriété privée, les ressources naturelles et l'environnement. Concernant ce dernier, des activistes de la société civile insistent sur le fait qu'il faut inverser cette tendance négative. Aucune coordination centrale ne s'est chargée de la protection de l'environnement, même sous le dernier Gouvernement d'avant janvier 1991 et il est nécessaire d'arriver à une gestion saine. Le Gouvernement fédéral de transition a besoin de nouvelles tentatives pour mettre en place les ministères appropriés. Des politiques publiques devraient être mises en œuvre pour protéger et améliorer l'environnement.

Une façon d'inverser les tendances négatives est de renforcer la coopération pour le développement sous l'objectif 8 des Objectifs du Millénaire pour le développement et des autres programmes de développement afin d'encourager une coopération plus étroite entre la Somalie et ses partenaires au développement. Il est temps de transformer les risques en opportunités et défis pour stabiliser et reconstruire un pays et une société déchirés par des années de guerre civile. ■

21 Ibid.

11 Ibid.

12 Powell, op. cit.

13 A. Mohamed and S. Chidress, "Telecom firms thrive in Somalia despite civil war, shattered economy", *The Wall Street Journal*, (11 mai 2010).

14 Powell, op. cit.

15 A. Saidyhan, *Somalia's Degrading Environment*, (11 octobre 2001).

16 Ibid.

17 A.E. Mohamed, *Somalia's Degrading Environment: Causes and Effects of Deforestation and Hazardous Waste Dumping in Somalia*, (2001). <www.mballi.info/doc331.htm>.

18 A. Khalif, "Suspicious containers wash up on Somalia's coast", *Africa Review*, (8 avril 2011).

19 Ibid.

20 ONU, "Somali Joint Needs Assessment: Social Services and Protection of Vulnerable Groups Cluster Report," («Évaluation conjointe des besoins des Somaliens : rapport écrit sur les services sociaux et la protection des groupes vulnérables») texte intermédiaire, (14 septembre 2006), <www.somalijna.org/downloads/SSPVG%20140906%20AD%20Final%20Draft%20rec-social%20rev-1.pdf>.